



SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
D'INFORMAZIONE

BAISSE DES APL

Sale coup pour les OPH



Pierre-Marie Mancini
Interview p4

FORÊT

*François Piacentini,
la forêt,
héritage humain*

P4



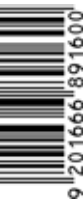
INCENDIES

*Vers
la fin
de l'écobuage?*

P7

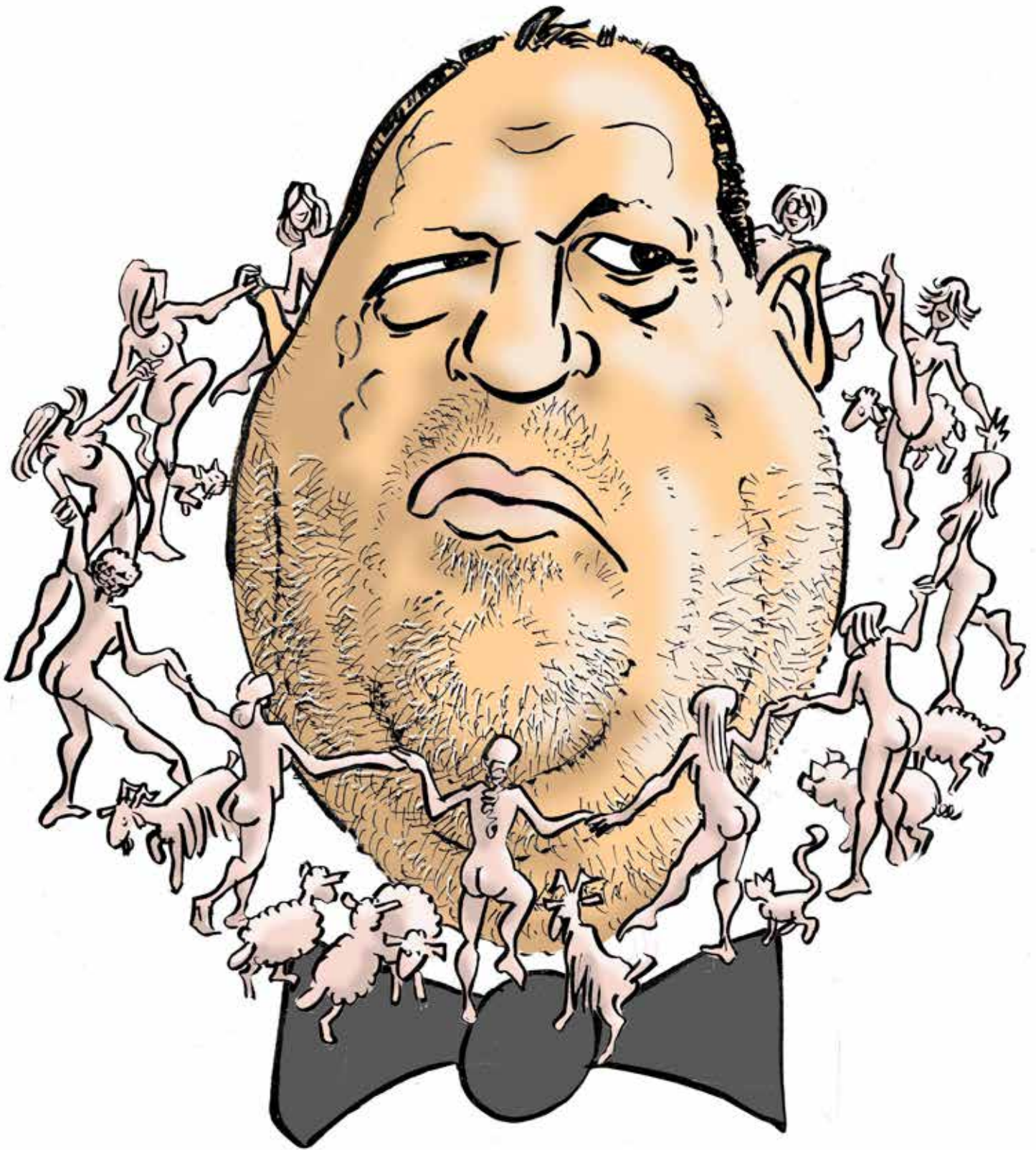


1,60€



BATTI P2 • ÉDITOS P3 • SEMAINE CORSE P20 • AGENDA P22

S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



Batti

Une déclaration!

Dénoncer pour alerter, pour provoquer le changement d'attitude. La parole se libère et c'est bien. Dorénavant, pas un jour sans l'annonce d'un nouveau scandale. Nous ne sommes plus éclaboussés mais totalement trempés jusqu'aux os par ces déclarations. Nous aimerions que ce bruit s'arrête mais nous ne lâcherons rien tant que politiques et justice n'agiront pas pour que ce vacarme cesse définitivement. Pourtant, j'aimerais faire une autre déclaration. Pour ces hommes qui ne sont absolument pas concernés par ces dénonciations. Ils sont majoritaires à ne rien avoir à faire avec ces individus. Je souhaiterais dire à ces hommes, si loin des porcheries, que nous ne faisons pas d'amalgame. Que nous les différencions des salopards. Nous les respectons, nous les aimons pour ce qu'ils sont. Nous sommes vos égales, non des poupées, des objets sexuels. Et que ce soit dit, nous pouvons apprécier vos regards qui ne déshabillent pas à notre insu mais nous soulignent, nous font nous sentir désirables, peut-être, mais surtout vivantes. Je vous confie que nos échanges, nos partages professionnels ou personnels témoignent de notre existence pour ce que nous sommes : des sujets en général, des femmes en particulier. Je veux vous rappeler que vos paroles, vos attentions nous touchent quand elles sont empreintes de délicatesse, de reconnaissance, de respect ou plus si affinés. Nous prenons plaisir à confronter nos idées aux vôtres ou à défendre ensemble des présents, des avenir. Car dans tout cela pas de domination physique, aucune perversion morale, juste le respect de l'autre. Et si la misogynie se conjugue au masculin, ces mots de femmes ne sont pas ceux de misandres. Aujourd'hui plus que jamais ce combat est le nôtre. Mais vous l'avez fait vôtre, aussi. Nous ne formons plus qu'un contre ces autres. Vous n'êtes pas comme eux. Nous le savons. N'en doutez pas! ■ dominique.pietri@yahoo.fr



Da Roland FRIAS

A MODUNOSTRU
A MODUNOSTRU

Scioglie è scappà

Ind'u rughjone bastiacchi, aviamu un bowling cù un laser game, un parcu aquaticu, trè sinemà, frà altri spazii d'attività, è dapoì qualchi simana pudimu gode d'un novu passatempu. Si tratta d'un fenomenu venutu da u Ghjappone è diventatu una distrazione apprezzata assai ind'u mondu sanu. Si praticheghja in Francia dapoì solu 4 anni. Ci n'hè unu in Aiacciu, in giru à a camera di i secreti di Napuleò. Ma dinò, dunque, in Bastia chì si chjama «Scappà» cù duie camere principale. A prima dedicata à a famosa prigiò Alcatraz è ci tocca qui di riesce un'evazione, a seconda si presenta cum'è una missione in Saint-Petersbourg ind'u quadru d'un teatru induv'ellu ci vole à chjappà documenti confidenziali eppò di sicuru dopu scappà! Ghjè quessa l'idea di l'escape game. Certi parlanu di sumiglia cù u Cluedo o u ghjocu di rollu, d'altri facenu a lea cù una ricerca d'un tesoru nascosu. Sò avventure vere induv'ellu si diventa l'eroi cù i so amichi, parenti o culleggi di travagliu, in qualità d'agente secretu, inchiestadore, avventuriu è ancu banditu. Ci vole à esse da 3 à 6 persone da pudè ci participà. Face travaglià u cerbellu, l'imaginazione, a logica, a creatività o u sensu di u cullettivu. A squadra di Scappà mette in ballu e so «escape room» in cullaburazione stretta cù professionali di u sinemà è partenarii esperti ind'a scenarizzazione d'escape game da prupone à a ghjente sperienze uniche è un piacè senza paru. Ind'un spaziu currispundendu à a tematica scelta è assestatu cum'è s'ella era un filmu, à longu di 60 minuti è micca unu di più, ci vole à scioglie un sciaccapapu, truvà indici, lochi è camini piatti, è, infine, si tuttu si passa bè, a libertà. Ci hè da chì spaisassi è viaghjà à fior'di u tempu, in daretu o propiu ind'u futuru, ammaestrà a realtà presente ind'u cuntestu di virtualità certu ma più sanu chè ciò ch'ella ci rigala ogni ghjornu a nostra sucetà di cunsumazione! Perchè di regula, si lascia u so telefoninu ind'un scagnu à l'entrata di u stabilimentu è tandu, u tempu di u ghjocu, simu liberi. Da sapè chì per a Sant'Andria, Scappà prupone sinu à u 5 di novembre sessione speciale cù i colori d' «Halloween» à l'usu americanu! Una bella occasione per pruvà è principià un'antra manera di ghjucà, cù a spartera è u prugressu in core! ■

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE ©

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia
Tél. 04 95 32 89 95 & 04 95 32 89 90

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

• Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

journal@icn-presse.corsica

BUREAU DE BASTIA – RÉDACTION

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

Tél. 04 95 32 04 40

Annonces légales – Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO – RÉDACTION

21, Cours Napoléon – BP 30059

20176 AJACCIO Cedex 1

Tél. 09 67 48 71 56 – 04 95 32 89 95

RÉDACTION

• Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr• 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

• Secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris

Roland Frias, Claire Giudici, Kampà, Tim Leoncini,

Pierre Pasqualini, Marion Patris de Breuil,

Manon Perelli, Dominique Pietri,

en partenariat avec Alta Frequenza et Télé Paese

AVEC LA COLLABORATION DE:

Batti, Marie-France Bereni, Frédéric Bertocchini,

Jacques Fusina, Marie Gambini, Jean-Toussaint Leca,

Michel Maestracci, Jacques Paoli, David Raynal.

Comité de surveillance:

Philippe Giammari, président †

Conseillers: Roland Frias (Cultura è lingua corsa),

Christian Gambotti (Corses de l'extérieur).

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia

CPPAP 0319 I 88773

ISSN 2114 009

• Fondateur Louis Rioni



Vous vivez
en Centre-Corse,
dans le Cap,
la région de Bonifacio
ou le Sartenais,
vous avez
une bonne connaissance
de la vie publique,
culturelle, associative
et sportive
dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre
en lumière les initiatives
qui y voient le jour?
Vous aimez écrire et/ou
prendre des photos?
**L'ICN recherche ses
correspondants locaux.**

Écrivez-nous:

journal@icn-presse.corsica



BAISSE DES APL

Nuages noirs sur les HLM

Photos Tim Leoncini

Le 17 octobre dernier, à Bastia, l'Office public de l'habitat de la Haute-Corse (OPH 2B) organisait un rassemblement devant la préfecture afin de sensibiliser et communiquer au sujet de la baisse des aides personnalisées au logement (APL) attribuées aux locataires de logements sociaux. Pierre-Marie Mancini, président de l'OPH 2B, revient sur les conséquences potentiellement désastreuses qui pourraient découler d'une telle baisse.

Quelle est la proportion de locataires dépendants de votre organisme qui sont concernés par cette baisse des APL ?

Elle touche 65% d'entre eux, soit environ 2200 locataires. Les 35% restants ne sont tout simplement pas bénéficiaires de cette aide. Afin de ne pas pénaliser ces locataires, il sera du devoir des structures comme la nôtre de compenser cette perte, par une remise de loyer.

Cela ne risque-t-il pas d'affecter vos projets d'avenir ?

Ça va correspondre à 1200000€ de perte annuelle. Cela ponctionne effectivement la trésorerie et entrave notre capacité à l'auto-financement. À partir de là, nous sommes obligés de modifier l'approche de nos projets. Parce qu'on ne peut pas avoir une telle perte sans que ça n'ait un impact au niveau de la construction, de la rénovation, ou de l'entretien courant, entre autres.

Peut-on craindre une entrave dans le fonctionnement même de l'OPH ?

Malgré le fait que nous ne soyons pas des spéculateurs, il nous faut quand même des moyens pour pouvoir fonctionner, et investir... Et, inversement, les représentants des locataires sont inquiets de cette baisse parce qu'ils craignent que, par un effet boule de neige, cela ne donne lieu à une perte et un désengagement sur l'entretien des bâtiments; ce qui est tout à fait compréhensible puisque moins de revenus mène à moins de possibilités d'intervenir. On a donc ce miroir à deux faces avec d'un côté, les gestionnaires de l'Office qui ont le souci de l'investissement et de l'entretien, et de l'autre la position des locataires qui pourraient être intéressés par une baisse mensuelle de 50€ sur leur loyer... mais qui ne veulent pas que ce soit fait au détriment de leur quotidien.

L'OPH 2B couvre 25 communes et compte 47 résidences. Ses projets pour 2017 étaient la réalisation de 174 logements neufs (à terme, sur les deux ans, 240 logements neufs), le lancement de la réhabilitation, aux normes BBC, des 17 logements de l'immeuble La Caravelle à Bastia et l'injection de 1 900 000€ dans des réhabilitations sur le rural, à Querciolo, Morta, Cervione, Olmi Capella et Aregno. L'office est également engagé, au côté de la Ville de Bastia, sur le Contrat de ville et le Nouveau programme national de renouvellement urbain pour la réalisation de diverses opérations (52 logements supplémentaires à Paese Novu, réhabilitation d'un immeuble au Puntettu mais aussi des cités des Monts, des Arbres et des Lacs).

L'article 52 du projet de loi finances pour 2018 prévoit de baisser de 60 à 100€ par mois et par ménage l'aide personnalisée au logement et, afin que la mesure soit indolore pour le locataire, d'imposer aux bailleurs de baisser le loyer d'autant. La perte de recettes est estimée, au plan national, à 1,7 Md€, puis 1,5 Md€ en 2019, sur près de 20 Md€ de loyers collectés par an. Soit une perte des deux tiers du bénéfice réinvesti intégralement dans le parc sous forme de constructions neuves et de rénovations. Au 1^{er} janvier 2016, le parc locatif social corse comptait 13 545 logements, en progression de 2,6% sur un an, soit 344 logements de plus. Ce parc est constitué à 90% de logements collectifs et réparti principalement sur le deux plus grosses agglomérations de Corse (31% sur Ajaccio et 37% sur Bastia). 79% du parc est composé à parts égales de T3 ou de T4. La proportion de logements vacants était de 1,4%, taux le plus bas de France (3,3%), et diminuait légèrement par rapport à 2015 (1,5%). ■

D'autres répercussions à un niveau plus large?

On est inquiets pour deux raisons. Tout d'abord par rapport à la contribution que l'on peut apporter dans l'économie du bâtiment: si on ne peut plus construire, ça va entraîner un manque à gagner chez les entreprises, de même pour toutes les opérations pour lesquelles nous faisons appel à des entreprises externes. Ensuite, autre aspect important: les collectivités se portent garantes des emprunts lorsqu'on construit, à hauteur de 50%. Si la situation se dégradait – mais j'espère bien que nous n'en arriverons pas là – ce serait un réel problème pour ces collectivités...

Il y a un profil type du demandeur de logement social?

Une population au revenu modeste, considérée comme en difficulté financière. On peut avoir des couples d'ouvriers comme des familles nombreuses, ou encore des personnes isolées sans revenu.

De quel ordre sont les délais d'attribution d'un logement?

C'est difficile à estimer, mais les délais d'attente sont encore longs. Nous avons plus de demandes que de logements à disposition. Cependant nous nous engageons dans une voie plus favorable: on travaille beaucoup sur ce sujet parce qu'il est vrai qu'on a des problèmes de réponses aux demandeurs pour un tas de raisons diverses [organisation, remise à niveau de logements vacants entre autres]. Aujourd'hui on a pu remettre en route des Commissions d'attribution de

logement mensuelles avec plus de logements que l'on en avait jusqu'à l'heure actuelle: 25 à 30 logement par CAL. Ça n'est pas encore l'idéal, il y a encore à faire, mais on est dans la bonne direction.

Il faut également prendre en compte que plusieurs organismes sont responsables de logements sociaux et chacun s'occupe de son contingent, avec des critères d'attribution différents.

Comment sont établis ces critères?

On voudrait qu'ils soient irréprochables. Malheureusement s'ils l'étaient il suffirait de rentrer des données dans un ordinateur et d'attendre qu'en sorte une liste de bénéficiaires. Et en faisant ça, on écarterait des gens qui ont autant que d'autres le mérite d'avoir un logement social. On essaie de tendre vers la perfection mais ce n'est malheureusement pas évident...

Et en cas d'urgence, comment sélectionnez-vous les dossiers?

Dans ces cas-là on est secondés par les services sociaux. Les nôtres, parce qu'on a recruté une assistante sociale, les assistants sociaux du département ou encore la préfecture qui peut également avoir affaire à des personnes en difficulté. Au niveau social, c'est le suivi des demandeurs qui nous révèle les urgences. Après dans des situations où quelqu'un a perdu son appartement dans le feu par exemple, c'est une urgence. ■

Propos recueillis par Marion PATRIS de BREUIL

«Ça va correspondre à 1 200 000€ de perte annuelle»



FRANÇOIS PIACENTINI

La forêt en héritage

« La forêt est partie essentielle de notre héritage humain » a écrit Michel Tournier. Ce pourrait n'être qu'une belle formule d'auteur. Mais c'est aussi la conviction qui anime François Piacentini, fervent défenseur des intérêts de la forêt privée mais pour autant soucieux de l'intérêt général autour de ce qu'il considère comme un héritage écologique commun. Cheville ouvrière du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de Corse, il siège à ce titre, dans le collège régional, au Conseil du Centre régional de la propriété forestière.

Propos recueillis par Elisabeth MILLELIRI

« Parler des rôles écologique et économique de la forêt est dans l'air du temps, mais il faut être dépositaire d'un message fort. »

Pourquoi un Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de Corse?

Pour différentes raisons. L'organisation de la forêt en France est du ressort du Centre national de la propriété forestière (CNPF) et des Centres régionaux de la propriété forestière (CRPF). Chaque CRPF est doté d'un conseil, élu par des propriétaires de parcelles forestières, avec un collègue régional et des collègues départementaux. Nous avons constitué un syndicat, à même de siéger au collège départemental, pour représenter et défendre les propriétaires privés de la forêt. La constitution d'un syndicat nous a permis par ailleurs d'entamer une négociation avec une compagnie d'assurance afin que les propriétaires forestiers privés de Corse puissent enfin accéder à une assurance « responsabilité civile » à un coût raisonnable. Ainsi, les adhérents seront protégés et garantis. Une autre raison est qu'actuellement, en France, ou du moins en Corse, la justice ne défend pas les droits des propriétaires forestiers. J'ai par exemple en tête le cas d'une chasse privée qui a clos un espace faisant l'objet d'un plan de gestion : la plainte déposée par le propriétaire a été classée sans suite... Enfin, en filigrane, la volonté d'orienter la gestion de nos forêts vers quelque chose de durable. Actuellement, le constat est celui de l'abandon. Or la gestion de la forêt est une question à la fois sociale, culturelle et patrimoniale. Quand quelqu'un vous dit : j'ai 2 ou 3 hectares, quelque part, dans la machja... on ne parle pas de quelque chose qui se transmet de façon honorable à nos enfants. Parler des rôles écologique et économique de la forêt est dans l'air du temps, mais il faut être dépositaire d'un message fort.

La saison des incendies n'est malheureusement pas terminée et le bilan est déjà trop lourd. Si des responsabilités étaient établies, le syndicat a-t-il des moyens d'action?

Oui, le syndicat est en mesure de se constituer partie civile. Pour les incendies comme pour d'autres dommages, d'ailleurs. Par exemple lorsque, sans notre accord, certains agriculteurs s'octroient nos terres pour le parcours de leurs bêtes et pour les primes ICHN. C'est une négation de notre propriété. Il faut qu'il y ait des limites.

Est-ce ça signifie qu'il y a une opposition, ou un risque d'opposition entre éleveurs et propriétaires forestiers?

Ce n'est pas comme ça que je vois les choses. Que nous soyons agriculteurs, bergers, propriétaires forestiers, nous partageons la même terre. J'avais d'ailleurs eu l'occasion de le dire lors d'une réunion provoquée par la préfecture, après les incendies de Biguglia et du Cap corse. La question se posait de savoir s'il fallait, comme la loi le prévoit, interdire le paccage durant 10 ans sur les parcelles brûlées. J'ai demandé à connaître le nombre de bergers concernés, le type d'exploitation, et demandé simplement une cartographie précise sur les forêts de chêne vert et chêne-liège, afin qu'on puisse interdire seulement ces zones-là,

le temps de favoriser les repousses sur ce qui est forêt de rapport. Mais pas question de pénaliser un peu plus les bergers. Nous sommes issus d'une civilisation sylvo-agro-pastorale, faisons en sorte de respecter cet héritage ensemble, de façon intelligente et non pas dogmatique, pour que toute la Corse préserve l'ensemble de ses activités, sa forêt, et vive de toutes ses productions. Par ailleurs, pour revenir sur les incendies, posons-nous la question de savoir s'il ne serait pas judicieux, non seulement d'établir des zones-tampons à même de permettre aux pompiers de limiter la propagation du feu mais aussi de favoriser les activités humaines qui peuvent avoir une fonction de limitateur.

Quelle est votre position par rapport au CNPF, à la manière dont peuvent se décliner en Corse des orientations prises au plan national?

La Corse a des spécificités fortes. L'image de la montagne dans la mer est galvaudée, mais elle n'en reste pas moins appropriée. Et notre forêt a plusieurs facettes qui justifient que, vis-à-vis du CNPF nous soyons attentifs et à même de porter des revendications spécifiques. La forêt corse n'est pas seulement une « forêt méditerranéenne », nous avons ici différents types de populations, à différents types d'étages et des variations climatiques qui rendent l'exploitation plus difficile. Il y a par ailleurs des facteurs historiques et sociologiques qui expliquent le retard actuel. Dans le passé, la terre et la forêt avaient un sens qui se sont perdus avec les guerres et l'abandon. Aujourd'hui, il nous faut tout reprendre. Nous, forestiers, voulons continuer à dialoguer. Mais nous voulons que les particularités de la forêt corse soient prises en compte au travers d'un plan de développement qui soit spécifique à l'île, et pas au travers de la simple déclinaison d'un plan national dans lequel la forêt du nord tient une place prépondérante.

Une particularité de la Corse tient aussi au fait que bon nombre des espèces qui composent son maquis peuvent prétendre au statut d'arbre. Cette limite ténue entre maquis et forêt, est-ce une bonne chose?

Ça a, en tout cas, des aspects qui peuvent être positifs, car beaucoup d'essences sont précieuses ou semi-précieuses et peuvent être valorisées, par exemple, dans le cadre de l'artisanat. C'est le cas notamment, de l'arbousier, qui peut atteindre une certaine hauteur et dont le bois peut être tourné, travaillé. Pour l'heure, ces ressources ne sont pas exploitées, mais elles pourraient l'être avec une bonne gestion. Et nous sommes justement en train d'aller dans ce sens.

Si vous aviez un message à adresser aux différents usagers (à quel que titre que ce soit) de la forêt, quel serait-il?

Il est dans l'air du temps de parler de la fonction économique et écologique de la forêt. Les propriétaires forestiers gèrent la première. Mais la fonction écologique, elle, appartient à tous et je voudrais que les deux puissent cohabiter, se respecter et être respectées. ■

Le CRPF de Corse est, en termes d'effectifs, la plus petite délégation du Centre national de la propriété forestière : six personnes, en comptant sa directrice, Geneviève Ettori, pour 405 000 hectares de forêt privée répartis entre quelque 66 330 propriétaires (selon un état des lieux dressé en 2010), soit 80% de la superficie forestière de l'île, cette proportion étant supérieure à la moyenne nationale, de même que l'est le taux de boisement régional (46% contre 26,9% au plan national).

Ses missions sont d'orienter et de développer la gestion des bois, forêts et terrains à boiser des particuliers. Il constitue un outil à la fois de développement, de vulgarisation et d'appui, tant auprès des propriétaires forestiers privés que des élus dans le cadre de l'aménagement du territoire et il intervient gratuitement sur toute la Corse. Il est à même de fournir des conseils individuels personnalisés sur divers thèmes (choix des essences à planter, élagage, mise en œuvre des coupes de bois d'œuvre ou de chauffage, information sur la réglementation en forêt) ou d'organiser réunions d'information et cycles de formation pour aider les propriétaires à adopter des méthodes de sylviculture en vue d'une gestion durable des forêts. Il agit également pour le développement de la capacité de production et de gestion de la forêt privée, en incitant les propriétaires à doter leurs propriétés d'un document de gestion durable ; participe à la gestion concertée des territoires par son implication dans les chartes forestières de territoire, les plans de développement de massifs et les schémas de desserte forestière ; contribue à la lutte contre le morcellement en regroupant les propriétaires, tant pour le foncier que pour la gestion. Il sensibilise également les propriétaires aux enjeux environnementaux en élaborant ou en participant à la rédaction de documents d'objectifs et prend part à la surveillance phytosanitaire. Le CRPF est géré par un Conseil de Centre composé de 8 membres élus, 4 titulaires et 4 suppléants, et 2 membres de droit, le président de la Chambre régionale d'agriculture et le représentant du personnel du CRPF. Ce Conseil a été renouvelé en mars 2017 pour un mandat de 6 ans. À la tête du bureau, Daniel Luccioni. ■

SCALDERA ISULAMENTU
ISOLATION ISULAMENTU
LIGNAMERIE CHAUFFAGE
VENTILATION VENTILAZIONE
MENUISERIES



In casa prutetta ùn ci entre fretu !

Vous êtes propriétaire de votre maison individuelle et souhaitez en améliorer le confort !
Bénéficiez d'une rénovation énergétique globale et performante (BBC) de votre maison !



G



A

Projet régional de 200 logements pilotes

jusqu'à
15 000 euros
d'aide

www.aue.corsica

Retrouvez toutes les informations auprès de votre conseiller Espace Info Energie au :

04 95 72 13 25



Outils pour la Rénovation
Énergétique du Logement Individuel



Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€** Pour un an à la version web pour **30€**
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :

EMAIL : _____ @ _____

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN et de ses partenaires Oui Non Oui Non

Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN Carte bancaire

N° : | | | | | | | | | | | | |

Expire fin : _____ Clé : _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires





**VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE
DU COMMERCE
ET DES SOCIÉTÉS !**



“

LE SAVIEZ-VOUS ?


Avec actulegales.fr, vous retrouvez toutes les annonces légales entreprises parues dans la presse habilitée depuis le 1er janvier 2010

”

Actulegales.fr, avec votre journal

Actulegales.fr

Le site officiel des annonces légales d'entreprises

Association de la presse pour la transparence économique (APTE) avec le concours d'  **Infolegale**
A marketing

DÉVELOPPEMENT

GRAND CHANTIER POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

Les Etats généraux de l'alimentation en Corse se sont tenus le 18 octobre au Palais des Congrès d'Ajaccio. Au travers de telles journées d'échanges dans chaque région de France, le but est de faire émerger des pistes pour faire face aux défis agricoles et alimentaires de demain.

«Permettre aux agriculteurs de vivre du juste prix payé et à chacune et chacun d'avoir accès à une alimentation saine, durable et sûre». C'est le but des Etats généraux de l'alimentation, grand chantier national lancé le 20 juillet dernier par le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. Dans cette optique, des journées d'échanges destinées à enrichir le débat national sont organisées dans chaque région afin de faire émerger des initiatives locales.

Le 18 octobre dernier, ces Etats généraux de l'alimentation ont donc connu leur déclinaison en Corse, au Palais des congrès d'Ajaccio. «Tous les partenaires concernés par l'alimentation, à savoir les producteurs, la grande distribution, le monde médical, ou encore les consommateurs y ont participé», indique Jacques Parodi, directeur de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse (Draaf). Cette journée s'est tout d'abord articulée autour d'une table-ronde en présence d'élus. Puis, trois ateliers ont lieu autour des thèmes «insularité et alimentation», «enjeux environnementaux et l'alimentation» et enfin «alimentation et santé» ce dernier atelier ayant été proposé et animé par Joseph Colombani, président de la Chambre régionale d'agriculture. «Il s'agissait de

se demander si l'alimentation santé est une tendance et comment la Corse s'y prépare», a-t-il expliqué, soulignant qu'aujourd'hui l'agriculture corse est très axée sur le terroir et se préoccupe encore peu de cette nouvelle tendance: «Si nous restons sur notre vision uniquement terroir, dans quelques années on va être complètement obsolètes avec des produits qui ne répondent qu'à ces critères-là. Donc, il faut travailler en amont dès aujourd'hui. Cette journée est le début d'une concertation qui devrait nous amener à nous organiser un peu mieux sur les thèmes qui ont été abordés ici».

S'il note sans conteste l'utilité d'un tel congrès, Joseph Colombani a toutefois regretté que la Collectivité territoriale de Corse n'ait pas été mieux associée à la préparation de cette journée. «Depuis la première loi de décentralisation, la compétence agricole est de l'ordre de la CTC. L'Etat peut organiser des choses, mais si la CTC n'est pas associée ce n'est pas un bon point. Il faut apprendre à travailler ensemble, a-t-il souligné. Pour être efficaces dans les statuts qui sont les nôtres, il faut que l'Office de développement agricole et rural de Corse participe à la réflexion puisque c'est lui qui va payer ce développement».

Manon PERELLI

SOLIDARITÉ

STYLOS ET FEUTRES RECYCLÉS À L'AIDE D'INSEME

La mairie d'Ajaccio et les services de l'Education Nationale de Corse-du-Sud ont signé une convention afin de mettre en place des collectes dans les écoles afin de récolter des fonds pour l'association.

Demu pocu, femu assai. C'est le mantra de l'association Inseme qui, depuis 2009, récolte jour après jour, euro après euro, des fonds pour aider ceux qui doivent se rendre sur le continent pour raison médicale.

Dans cette droite ligne, le 19 septembre dernier à l'école Sœur-Alphonse, à Ajaccio, la Direction des services départementaux de l'Education nationale de Corse-du-Sud a signé une convention avec l'association afin de mettre en place des collecteurs de feutres, stylos et autres cartouches d'encre usagés dans les écoles volontaires du département. De son côté, la mairie

d'Ajaccio a elle signé une convention prévoyant l'installation de ces collecteurs dans tous les centres aérés et écoles de la ville afin de contribuer à cette récolte au profit d'Inseme. «Cela fait maintenant plus de trois ans qu'on a un partenariat avec la société Terracycle qui nous achète les stylos usagés en vue de leur recyclage», explique Laetitia Cucchi, la présidente d'Inseme. «Chaque fois que nous expédions 20kg de stylos usagés à Terracycle, nous gagnons 40€, ajoute-t-elle, en précisant: Bien sûr, on est dans la loi des petits nombres, c'est toujours le credo de l'association, que ce soit avec l'Arrondi solidaire ou avec la collecte que nous organisons en ce moment pour acheter un appartement à Marseille*, nous privilégions toujours les petits gestes pour que chacun puisse apporter sa pierre à l'édifice».

Déjà mis en place dans certaines écoles de l'île grâce à des maîtresses ou des mamans qui connaissaient l'association, ce petit geste des écoliers a déjà rapporté quelques centaines d'euros l'an dernier à l'association. Avec cette convention, le but est donc de généraliser cette collecte à l'ensemble des écoles de l'île, de la maternelle au lycée, afin d'atteindre des chiffres bien plus importants. Mais au-delà de l'aspect financier, cette action vise aussi à faire œuvre de pédagogie à destination des plus jeunes.

«Ce projet nous tenait à cœur car il a du sens à plusieurs égards: on contribue à inculquer aux plus jeunes des principes de lutte contre le gaspillage et de recyclage des déchets, donc en cela on protège notre île, et en même temps on contribue à donner de l'argent à une œuvre caritative, souligne la présidente d'Inseme. Cette action est donc très importante du point de vue de l'aspect financier pour Inseme, mais aussi du point de vue de la valeur éducative qu'elle a pour les plus jeunes». ■ Manon PERELLI

* Jusqu'au 8 novembre, vous pouvez participer à la campagne de crowdfunding «Un mois pour un toit» lancée par Inseme afin d'acquérir un ou plusieurs appartements à proximité de la Timone, pour les familles d'enfants hospitalisés à Marseille: <https://www.move.corsica/fr/inseme>



QUALITAIR CORSE

«Femu chì l'aria sia pulita...»

Surveiller la qualité de l'air sur toute la Corse, par le biais de stations fixes ou mobiles, informer les autorités et le public en cas de pics de pollution, réaliser des études et des modélisations afin d'aider les décideurs, c'est depuis 2003 la mission de Qualitair Corse.



Chaque jour, près de 15 000 litres d'air passent par nos poumons, et cet air n'est composé qu'à 21% de notre indispensable oxygène. Il contient majoritairement de l'azote [78%], mais aussi des gaz rares [argon, néon, hélium...], de la vapeur d'eau et du dioxyde de carbone, puis des polluants divers, nocifs à la santé et à l'environnement. Nombre d'entre eux existent à l'état naturel mais les activités humaines ont contribué à en augmenter la teneur. Oxyde ou dioxyde d'azote, ozone, dioxyde de soufre, particules en suspension, composés organiques volatiles, métaux lourds, monoxyde de carbone, hydrocarbure aromatique polycyclique, benzène, etc., autant d'éléments pouvant occasionner des gênes respiratoires, des crises d'asthmes, voire se révéler cancérogènes. Structurée en association loi de 1901, comme les 27 autres associations de surveillance de la qualité de l'air de France, Qualitair Corse a été créée en 2003 et a reçu son premier agrément en 2004. Se fondant sur les exigences de la Loi sur l'air et utilisation rationnelle de l'énergie [Laure] qui fixe les objectifs de la surveillance de l'air au niveau national depuis le 30 décembre 1996, elle veille à l'état de ce que nous respirons. «*Les risques individuels sont faibles, remarque Jean-Luc Savelli, directeur de Qualitair Corse, mais à l'échelle de la population toute entière, les impacts ne sont pas négligeables car nous sommes tous exposés*».

Des stations fixes d'analyses sont implantées à Ajaccio et à Bastia en zone urbaine et péri-urbaine, elles analysent l'incidence du trafic automobile ou portuaire, l'effet industriel, donnent un indice urbain. D'autres sont installées en Centre Corse, à Venaco, pour le rural. Ce dispositif est complétée par des unités mobiles qui effectuent des mesures sur toute l'île en fonction des besoins: incidence de l'agriculture et de l'utilisation des intrants agricoles [pesticides, herbicides, engrais...] sur la Plaine Orientale et autour d'Ajaccio, analyse de la qualité de l'air venu du continent européen depuis le Cap Corse, analyse de l'impact des évolutions de la population dans les agglomérations touristiques [les villes de Balagne et Porto-Vecchio notamment], mais également missions au cours d'événements ponctuels [lors du grand incendie à la recyclerie AM en-

Photos Claire Giudici

NOUVEAU DISPOSITIF AIR INTÉRIEUR DANS LES CRÈCHES ET LES ÉCOLES

Le dispositif de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les crèches et établissements scolaires 2018-2023 – à mettre en place dès janvier – repose sur les principes d'évaluation obligatoire des moyens d'aération de l'établissement et de mise en œuvre d'un programme d'actions de prévention soit, en l'absence de mise en œuvre d'un programme d'actions de prévention, de l'organisation de campagnes de mesure de la qualité de l'air intérieur par des organismes accrédités, tels Qualitair Corse).

Elaboré par Ségolène Royal, alors ministre de l'Environnement, ce dispositif est présenté dans une brochure précisant le rôle des collectivités locales et des gestionnaires des structures. Des grilles d'évaluation pour la réalisation de l'autodiagnostic obligatoire sont proposées. En fonction des résultats, l'équipe de gestion peut être amenée à décider de réaliser des mesures ponctuelles. Les substances polluantes, dans ces environnements, sont notamment le formaldéhyde (FA), le benzène (BE), le tétrachloroéthylène (PCE) ou le dioxyde de carbone (CO₂). La réalisation de l'autodiagnostic est à mener de façon séparée par: l'équipe de gestion de l'établissement (direction, mairie ...), les services techniques en charge de la maintenance, le responsable des activités dans la pièce occupée par les enfants (enseignant, puéricultrice ...) et le personnel d'entretien. Dans les piscines, lieux également fréquentés de façon obligatoire par les scolaires, il est à souhaiter qu'un dispositif semblable soit mis en place. En effet, dans un rapport présenté en 2010 par l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur dans le cadre du programme de recherche «*Lieux de vie fréquentés par les enfants*» il apparaît que la chloration, seul mode efficace actuel de traitement de l'eau réagit sur les polluants organiques apportés par les baigneurs (urine, sueur, salive, cheveux, produits cosmétiques...) pour former des sous-produits de la chloration (SPC). On les retrouve dans l'eau des bassins mais aussi dans l'atmosphère. Il s'agit majoritairement de chloramines (trichloramine) et de trihalométhanes (chloroforme, dichlorobromoforme, chlorodibromoforme et bromoforme), irritants et toxiques. ■



Photo Pierre Pasqualini



vironnement en juillet dernier par exemple). «*La surveillance se fait également par des campagnes de mesures nécessitant l'utilisation de «tubes passifs», méthode qui permet d'avoir une moyenne sur une période et une zone définie*» ajoute le directeur de Qualitair. L'exploitation de ces données peut permettre des prévisions à court terme pour tenter d'anticiper les pics de pollution, mais aussi réaliser une évaluation à long terme. «*L'ensemble de ces travaux nous permettent d'avoir une vocation de conseil auprès des décideurs dans le cadre de l'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air de leurs projets d'aménagement et de développement. Nous faisons par exemple actuellement des études avec la Capa pour voir quelles sont les effets des modifications des plans de circulation.*»

De même, l'impact du trafic portuaire a fait l'objet d'analyses précises. Au plan local, les panaches de fumées ont été suivis afin de réaliser des simulations et des modélisations en lien avec l'Université de Corse, avec la CTC il s'agira d'établir une charte environnementale sur ce point. Au plan national, le 14 novembre prochain, Qualitair Corse participera à Marseille à des travaux réunissant décideurs, armateurs, scientifiques, etc. afin de définir quelle solution proposer pour un trafic maritime moins nocif pour l'environnement. D'autant qu'un plan international devrait voir le jour pour faire de la Méditerranée une zone à faible émission de polluants, comme la mer Baltique, la Manche et la Mer du Nord, en limitant particulièrement les émissions de dioxyde de soufre, issu de l'utilisation de fioul lourd. Il s'agira de trouver d'autres moyens d'alimenter les moteurs (le gaz naturel liquéfié par exemple) ou d'établir un meilleur filtrage en sortie des cheminées.

Concernant l'air ambiant, les principales alertes à la pollution pour la Corse sont provoquées par l'arrivée de particules fines de sables portés par les vents depuis l'Afrique du Nord. La Corse a toujours été victime de ces phénomènes, pourtant, «*il ne faut pas*

banaliser, souligne Jean-Luc Savelli. Ces particules sont classées en fonction de leur taille. Plus elles sont fines, plus elles peuvent pénétrer profondément dans l'organisme. Elles sont considérées comme cancérigènes par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). D'autant qu'il faut être vigilants à ce que cette pollution ne vienne pas s'associer à d'autres, tout en veillant à en protéger particulièrement les enfants, les personnes souffrant de difficultés respiratoires ainsi que les insuffisants cardiaques et les personnes âgées.»

D'autres grands «chantiers» sont en cours. «*Concernant l'air extérieur, nous sensibilisons à l'impact pour la santé de l'écobuage et du brûlage des déchets verts, c'est-à-dire des déchets issus des tontes de pelouse, tailles d'arbres et d'arbustes, feuilles, etc. On en connaît les risques en Corse, quand des écobuages sont à l'origine de dramatiques et polluants incendies. Mais il faut savoir que légalement ces déchets sont considérés comme déchets ménagers, au même titre que les vieux papiers et les journaux. Le brûlage est interdit par la circulaire du 14 novembre 2011 car leur combustion génère des substances classées comme cancérigènes.*»

L'air intérieur, notamment concernant les crèches et les écoles, devra faire l'objet d'une surveillance attentive dès janvier 2018: «*Les matériaux utilisés pour la construction des bâtiments, les colles et solvants contenus dans le mobilier, les produits d'entretien etc. peuvent contenir des substances volatiles toxiques particulièrement pour les enfants dont la formation et la maturation de l'appareil respiratoire se poursuit jusqu'à l'âge de 8 ans. Nous diffusons dans les mairies un kit d'autoévaluation qui permettra de responsabiliser sur l'utilisation de matériaux sains et incitera à veiller à l'aération des lieux.*» De plus, une sensibilisation devrait être faite sur le radon dans la zone granitique et un travail sur les pollens, présents toute l'année en Corse, est également envisagé. ■

Claire GIUDICI

INCENDIES EN BALAGNE

EN FINIR VRAIMENT AVEC LES ÉCOBUAGES?

L'incendie qui a parcouru plus de 1600 hectares en Balagne remet en question la pratique de l'écobuage. Ancestrale, certes, mais à l'évidence de plus en plus mal maîtrisée et de plus en plus dangereuse, notamment au vu des changements climatiques. Se pose aussi la question de savoir si la Corse peut continuer encore longtemps à payer le prix fort pour la tolérance, les dérogations et parfois l'indulgence dont bénéficient encore ceux qui recourent à ce procédé au mépris de toute prudence.

La Corse qui, une fois de plus, n'a pas été épargnée durant l'été par les incendies, vient de subir un nouvel épisode de cette triste série qui se renouvelle chaque année. Le 22 octobre dans l'après-midi, un feu parti du village de Ville di Parasu, attisé par le vent, s'est propagé en quelques heures sur 1600 hectares, dévastant les territoires de sept communes: Belgudè, Costa, Nuvela, Palasca, Ochjatana, Olmi Cappella et Ville Di Parasu. L'incendie aura nécessité l'intervention de deux Canadairs et deux Trackers, et de 195 pompiers venus de toute la Balagne mais aussi de Corti ou encore du sud de l'île. Au final, l'incendie n'aura heureusement fait aucune victime. «*Il faut saluer le travail des pompiers qui sont rapidement intervenus et ont réussi à empêcher le feu d'atteindre les habitations. Les dégâts matériels sont minimes, une maison a été légèrement touchée mais reste habitable et il n'y a aucune victime*» souligne Jérôme Seguy, sous-préfet de Calvi-Conca d'Oru et Haut Nebbiu,. Le lendemain, alors que le feu n'est pas encore totalement maîtrisé, les maires des communes touchées font un premier état des lieux. Si effectivement les flammes ne sont pas entrées dans les villages, les éleveurs s'avèrent les plus impactés. Beaucoup ont perdu leur fourrage ou leurs bêtes. L'enquête tend vers un écobuage effectué deux jours auparavant à Ville Di Parasu, et mal éteint. Pour les maires, les sentiments qui prédominent après les faits, sont la consternation et la colère. Cette tradition de l'écobuage n'est plus appropriée aujourd'hui et il faut la combattre comme l'explique le conseiller départemental balanin et maire de Costa, Pierre-Marie Mancini: «*La question qu'on se pose aujourd'hui, c'est comment, alors qu'il n'a pas plu, que nous sommes dans une saison de sécheresse comme nous n'en avons jamais connu, on peut laisser reprendre les écobuages. Ces pratiques peuvent être perçues comme traditionnelles en cette période, mais maintenant il faut être plus vigilant car tous les ans nous sommes un peu plus menacés, et ce week-end est le signe qu'il faut faire cesser cette pratique à cette période. Le climat a changé, le mois d'octobre d'aujourd'hui n'est pas le même que celui d'il y a 30 ans et ceux qui, à l'époque, brûlaient, savaient le faire*



et respectaient la nature et les habitants. Mettre le feu avec cette sécheresse et ce vent, c'est une attitude criminelle. Nous avons suffisamment de stèles en Balagne et dans toute la Corse à la mémoire de pompiers ou même de civils victimes du feu, pour nous rappeler que ce genre d'attitude peut avoir de très lourdes conséquences». Il est rejoint dans ses propos par Jean-Louis Massiani, maire de Nuvella «Il faut maintenant prendre un arrêté préfectoral pour interdire l'écobuage, même après le 1^{er} octobre, on voit bien que tout est encore très sec et devient un terrain fertile pour le feu». Une réunion entre tous les maires des communes touchées par le feu doit avoir lieu, elle est demandée au plus vite par le président de la Communauté de communes de l'Île Rousse-Balagne et maire de Belgudè, Lionel Mortini après sa visite sur les terres sinistrées. «Nous avons visité le col de San Colombanu, le col de Novella et les autres endroits touchés et nous n'avons pu que constater l'ampleur des dégâts. Pour l'instant, le plus important est de voir comment venir en aide aux agriculteurs et éleveurs qui sont les plus durement touchés. Ensuite, nous allons nous atteler à faire interdire par arrêté préfectoral, la pratique de l'écobuage tant que la sécheresse n'aura pas cessé. Nous sommes en train d'explorer toutes les possibilités, comme celle de porter plainte mais nous voudrions plutôt initier une démarche de prévention auprès des personnes ayant recours à ces procédés. Aujourd'hui, il faut expliquer à la population qu'on ne plus faire comme avant» explique-t-il.

Les maires sont donc prêts à partir en guerre contre une pratique certes ancestrale mais devenue dangereuse et mal maîtrisée et qui, techniquement interdite sur le territoire national est encore tolérée

dans certaines régions comme la Corse. «L'écobuage est soumis à une réglementation très stricte, précise le sous-préfet. La règle stricto sensu est que l'écobuage n'est pas autorisé, il n'est permis que sous certaines conditions, par des dérogations. De plus, en ce moment il est déjà interdit par arrêté préfectoral et enfin la demande d'écobuage doit être soumise à l'autorisation du maire de la commune. C'est-à-dire que celui qui pratique l'écobuage sans en informer le premier magistrat de sa commune est dans l'illégalité. Partant de ce principe-là, le maire, quand il reçoit une demande d'écobuage, peut s'y opposer s'il estime que les conditions de sécurités nécessaires ne sont pas réunies. Mais effectivement pour cela il faut que la demande ait été faite. Donc avant de manifester une quelconque colère vis-à-vis des services de l'Etat il faut commencer par des actions de prévention à l'intention du public concerné. Souvent, on a affaire à l'irresponsabilité des gens qui pratiquent l'écobuage sans se soucier de facteurs comme le vent ou la sécheresse. Le fait de devoir déclarer son écobuage devant le maire qui connaît la réglementation et les risques limiterait ce genre d'attitudes et éviterait des incendies comme celui-là.»

Une guerre à l'écobuage, pratique utilisée dans le milieu pastoral depuis des siècles mais dont on mesure désormais les risques et conséquences, semble sur le point d'être déclarée. Et si l'heure est toujours à la colère pour les élus balanins, tous s'accordent à dire que la prévention et la sensibilisation sont les meilleurs moyens de faire entendre à ceux qui ont recours à ce procédé que, tout comme le climat, les mentalités et les pratiques aussi doivent changer. ■

Pierre PASQUALINI

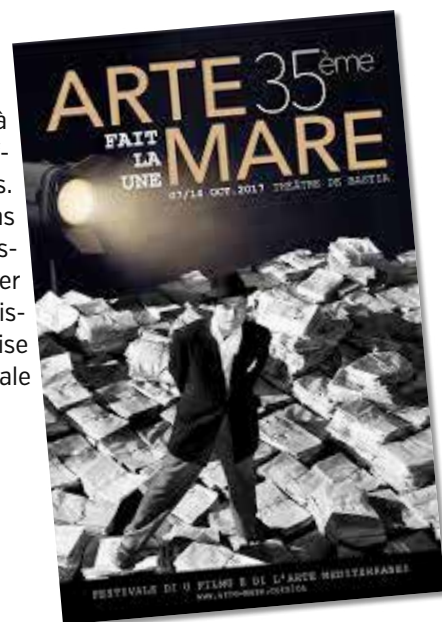
Photos Pierre Pasqualini

La sélection de la rédaction

Arte Mare à Ajaccio

Quand y'en a plus... y'en a encore ! On croyait l'édition 2017 d'Arte Mare sagement pliée, mais voilà que ses organisateurs lui donnent un prolongement avec une petite escapade ajaccienne, réaffirmant au passage la dimension territoriale de ce qui était initialement un événement bastiais. Dans les bagages de Michèle Corrotti et de Jean-Pierre Vesperini, un documentaire et trois films présentés en avant-première, tirés de la sélection de ce 35^e festival. *Solenzara*, de Stephan et Pascal Regoli, retrace la destinée planétaire de la chanson corse éponyme. *Jusqu'à la garde*, de Xavier Legrand, est un drame conjugal traité à la façon d'un thriller. *Menina*, premier long-métrage de Cristina Pinheiro brosse le portrait d'une enfant des années 1970 issue d'une immigration portugaise discrète et laborieuse. *Maryline* de Guillaume Gallienne montre l'itinéraire d'une jeune provinciale montée à Paris pour devenir comédienne. ■

Les 3 et 4 novembre, à partir de 14h. Espace Diamant, Ajaccio. ☎ 04 95 50 40 80



Le livre de ma mère

« Pleurer sa mère, c'est pleurer son enfance. L'homme veut son enfance, veut la ravoir, et s'il aime davantage sa mère à mesure qu'il avance en âge, c'est parce que sa mère, c'est son enfance. J'ai été un enfant, je ne le suis plus, et je n'en reviens pas. » En janvier 1943, la mère de l'écrivain Albert Cohen mourait à Marseille. En 1954, après 16 ans de silence, il publiait *Le livre de ma mère*, récit autobiographique et célébration d'une femme simple et timide, mais merveilleusement douée pour accomplir ces petites magies que peuvent inspirer l'amour. Il y évoque aussi la vie d'une famille d'émigrés juifs de Corfou, réfugiés à Marseille à la suite d'un pogrom, sa découverte et d'une nouvelle patrie et de l'antisémitisme, larvé ou cinglant. Après avoir rendu hommage à Chaplin (le spectacle est du reste en tournée en France depuis le 20 octobre), orchestré le procès de Napoléon face à la postérité, le musicien et comédien Paul Mancini met en musique cet ouvrage poignant dans lequel nombre d'entre nous reconnaîtront une mère ou une grand-mère, au détour d'une scène étrangement familière, d'un petit rituel domestique ou familial, d'un de ces petits gestes qui font toute la grandeur des sentiments maternels et filiaux. ■

Le 9 novembre, 21. Locu Teatrale, Ajaccio.

☎ 04 95 10 72 03 / 07 69 88 78 73 & www.locu-teatrale.info

Archipel ouest

Cette exposition est élaborée dans le cadre d'un partenariat entre le Frac Corsica, le Museo d'Arte Provincia di Nuoro (Man) et le musée d'art moderne et contemporain de Palma, Es Baluard. Une synergie entre trois îles voisines de Méditerranée occidentale qui se traduit par la mise en valeur de leurs jeunes créateurs. Six d'entre eux sont ainsi réunis dans cette exposition pour laquelle ils ont conçu et réalisé des œuvres spécifiques, en travaillant sur l'autoportrait et l'expérience de l'insularité : Arantxa Boyero (Majorque), Roberto Casti (Sardaigne), Mimi Enna (Sardaigne), Guillem Portell (Majorque), Paolina Rognoni (Corse) et Alexandra Villani (Corse). Cette exposition qui constitue une première sera relayée en Sardaigne et à Majorque. ■

Du 28 octobre au 15 janvier 2018. Salles du Frac Corse, Citadelle de Corte.

☎ 04 20 03 95 33 & www.frac.corsica/



Rencontres musicales de Méditerranée

Les Rencontres musicales de Méditerranée - qui ont obtenu le label du Conseil culturel pour l'Union de la Méditerranée - visent à faire découvrir ou mieux connaître les spécificités des productions traditionnelles et les créations contemporaines des jeunes interprètes de Méditerranée. Pour leur XIX^e édition, à laquelle prennent part près de 200 interprètes et personnalités musicales, elles proposent sur l'ensemble de la Corse une série de concerts, mettant notamment en valeur le travail accompli par les instituts ou écoles de musique de l'espace méditerranéen. Invités cette année, aux côtés de groupes et d'artistes corses : l'Ensemble Esprit oriental et le ténor Ragaa Eldin (Egypte) ; l'Orchestre à vents du conservatoire de Barcelone (Catalogne) ; le conservatoire Pierluigida Palestrina (Sardaigne) ; l'ensemble Hamza Saïd Chraïbi & Band (Marrakech) ; les solistes de l'ensemble Gaulitanus (Malte), l'ensemble Musiquât (Tunisie) ; l'orchestre de chambre des soliste de l'Académie de musique et Théâtre Rainier III (Monaco) et l'ensemble des Cordes de France. ■

Du 6 au 11 novembre, à Ajaccio, Bastia, Bonifacio, Corte, Folelli, Oletta, Sisco. ☎ www.rencontresmusicalesdemediterranee.com/



Televisiò lucale corsa

Télévision locale corse



30

Balagne - Corté

Lundi 30 Octobre

9h00 Settimanale - 9h45 Jeunesse - 11h45 Simulation - 11h55 Délires Sur le Net - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Settimanale - 13h15 Les rencontres de Calenzana - 14h30 Una Parolla Tanti Discorsi - 16h05 Zikspotting - 18h05 A votre Service - 18h15 Clips Musicaux - 18h40 Sguardi zitellini - 19h05 Kodokan Corse - 19h30 Nutziale - 19h40 Tocc'à Voi - 20h10 Simulation - 20h20 De la retirada a la reconquista - 21h15 Zikspotting - 21h50 Clips Musicaux - 22h30 Nutziale - 22h40 Zikspotting - 22h55 Autoroute Express - 23h05 Tocc'à Voi - 0h00 Nutziale

orange™

30

National

Mardi 31 Octobre

9h00 Nutziale - 9h10 Jeunesse - 10h45 Associ - 11h15 Zikspotting - 11h30 Sguardi zitellini - 12h20 La Terre Vue du Sport - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutziale - 12h40 Tocc'à Voi - 13h10 Autoroute Express - 14h30 Motorhead - 16h40 Zikspotting - 17h05 Adam Keshher - 17h55 Una Parolla Tanti Discorsi - 18h45 Tocc'à Voi - 19h15 Ci Ne Ma - 19h30 Nutziale - 19h40 Soleil solitudes - 20h35 Les rencontres de Calenzana - 21h15 Adam Keshher - 22h05 Noob - 22h30 Nutziale - 22h40 Una Parolla Tanti Discorsi - 23h30 Autoroute Express - 0h00 Nutziale

SFR

537

National



95

Bastia

Mercredi 1er Novembre

9h00 Nutziale - 9h10 Jeunesse - 11h10 La robe du temps - 12h00 Délires Sur le Net - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutziale - 12h40 Soleil solitudes - 13h35 Ci Ne Ma - 13h50 Zikspotting - 14h30 The Jon Spencer Blues Explosion - 15h20 Kodokan Corse - 17h10 Clips Musicaux - 17h30 Zikspotting - 17h45 De la retirada a la reconquista - 18h40 La robe du temps - 19h30 Nutziale - 19h40 Physiologie de l'effort - 20h50 Foals - 21h50 A votre Service - 22h00 Associ - 22h30 Nutziale - 22h40 Una Parolla Tanti Discorsi - 23h30 Noob - 0h00 Nutziale

Jeudi 02 Novembre

9h00 Nutziale - 9h10 Jeunesse - 10h55 Tocc'à Voi - 11h25 Ci Ne Ma - 12h05 Clips Musicaux - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutziale - 12h40 Physiologie de l'effort - 13h50 A votre Service - 14h00 La Terre Vue du Sport - 14h30 Foals - 16h45 Ci Ne Ma - 17h00 Associ - 17h30 Soleil solitudes - 18h25 Adam Keshher - 19h15 Zikspotting - 19h30 Nutziale - 19h40 Paroles de pierres - 20h20 Motorhead - 21h35 Sguardi zitellini - 22h00 Noob - 22h20 Autoroute Express - 22h30 Nutziale - 22h40 Tocc'à Voi - 23h10 Adam Keshher - 0h00 Nutziale

Vendredi 03 Novembre

9h00 Nutziale - 9h10 Jeunesse - 11h10 Soleil solitudes - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutziale - 12h40 Kodokan Corse - 13h10 Sguardi zitellini - 13h35 Zikspotting - 14h30 Les rencontres de Calenzana - 15h20 Simulation - 15h30 Paroles de pierres - 17h10 Zikspotting - 17h25 Foals - 18h25 Physiologie de l'effort - 19h30 Nutziale - 19h40 Associ - 20h10 Ci Ne Ma - 20h25 The Jon Spencer Blues Explosion - 21h15 La robe du temps - 22h10 Noob - 22h30 Nutziale - 22h40 De la retirada a la reconquista - 23h30 A votre Service - 0h00 Nutziale



Diffusion 24h/24 - 7j/7



Vente d'espaces publicitaires



Prestations de services



Contact@telepaese.tv



06.74.08.45.96



www.telepaese.corsica





**AGIR
PLUS**

**SOLUTION
CHAUFFAGE
CLIMATISATION**

500 € d'aide pour remplacer
vos convecteurs électriques *

*** Plus d'information sur corse-energiea.fr**

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! L'energia hè un nostru avvene, tenimula à contu.

*500€ d'aide pour une résidence principale, travaux réalisés par des partenaires Agir Plus disposant de la qualification RGE.